Ça se passe comme ça en Algérie !

Par Maâmar Farah
farahmadaure@gmail.com

Coup sur coup, je reçois, dans ma boîte électronique, deux courriels qui me demandent d'intervenir auprès des «autorités supérieures». Le premier émane d'une famille habitant le vieux quartier de la place d'Armes d'Annaba depuis les années 1950 et qui attend de bénéficier d'un appartement, comme toutes les autres familles, y compris celles qui n'ont aucune attache dans cette ville et pourtant bien servies, y compris ces filles de joie qui n'ont aucune famille mais des connaissances à la pelle ! L'autre mail est une doléance d'un scientifique en butte aux difficultés bureaucratiques. Naviguant entre le «Bonjour du Soir» et «Les choses de la vie», j'ai soulevé des tas de situations où la bureaucratie, l'injustice et les dépassements de toutes sortes ont empêché des citoyens de jouir de leurs droits. Souvent, ces situations ont connu une fin heureuse. J'en parle parfois et, d'autrefois, ça se règle en silence par les ministres concernés qui tiennent à agir dans la discrétion et la modestie.

Et moi dans tout cela ? Je ne pouvais utiliser les colonnes du journal pour parler de… moi ! Voyons donc, ça ne se fait pas. Certains journalistes, des directeurs de rédaction, des rédacteurs en chef ont leurs «réseaux». Moi, je n'en ai pas. Je m'interdis d'en avoir. Parce que ces aides «spontanées» ne sont pas toujours désintéressées. Ceux qui vous aident attendent le retour de l'ascenseur. Un silence complice ou un coup de brosse… Je ne sais pas faire ça. Et puis, mes «réseaux» sont à six mètres sous terre. J'ai connu de grands ministres, de vrais directeurs généraux et ils avaient, parfois, les mêmes problèmes que moi ! Eux aussi, vivaient comme les simples citoyens. J'ai déjà parlé d'un cousin militaire qui a fini général-major et qui n'a jamais fait quoi que ce soit pour ses frères et sœurs dont certains habitaient des cités de recasement SAS et des maisonnettes rurales proches du gourbi ! L'un de ses frères, moudjahid de la première heure, n'a jamais connu un appartement confortable jusqu'à sa mort alors qu'il était fils de caïd et qu'il habitait une véritable «hacienda» avec toutes les commodités.

Héritant de 50 hectares qui me sont revenus après avoir été offerts à la Révolution agraire, je les ai vus fondre comme du beurre au soleil pour atteindre aujourd'hui les 20 hectares ! Quand il y a un hôpital, c'est sur nos terres qu'il s'installe. Quand il y a des immeubles, des écoles, des CEM, c'est sur nos terres qu'ils répandent leur béton ! Quand il y a des routes, des autoroutes, c'est sur nos terres qu'ils larguent leur bitume ! Quand il y a une école de gendarmerie, immense, immense, c'est sur nos terres qu'elle finit par étaler ses bâtiments, ses salles de classe, ses champs de tir, etc.

Pourtant, ces terres sont parmi les meilleures de la région. Tout autour du village, il y a des sols rocheux, incultes. Je ne sais pas pourquoi les différentes APC les délaissent pour venir puiser leurs assiettes chez nous ! Bien sûr que nous sommes «payés» : l'hectare à 120 000 dinars, comptez ! 12 dinars le mètre carré dans des zones urbaines où, juste à côté, le même mètre carré fait deux et trois millions anciens ! A l'époque de la colonisation, deux routes furent tracées sur nos terres et notre maison fut occupée par l'armée française alors que notre ferme a été bouclée avec du barbelé et tous les animaux décimés. Pas un ancien franc d'indemnisation ! Victimes sous la France ou sous l'Algérie, nous n'avons pas à qui envoyer des mails pour nous aider à protéger le peu de terres agricoles qui restent. Le béton avance dangereusement et il ne tardera pas à tout nous voler. Voilà l'un des principaux problèmes auxquels se heurte l'agriculture, à côté de toutes les autres tares connues et même archi-connues.

Il y a quelques années, j'ai construit une maison sur ces terres. J'étais heureux de voir un beau réservoir d'eau s'installer chez moi. L'APC m'avait écrit pour me demander de faire les démarches pour l'indemnisation de ces quelques dizaines de mètres carrés pris par le château d'eau. J'ai répondu en refusant leurs sous parce que ce projet était très attendu par les populations rurales environnantes. L'APC me remercia et me promit une conduite «gratuite». Tu parles ! Il n'y a jamais eu de conduite et la seule qui a été réalisée a été payée rubis sur l'ongle. Quant à la «gratuité», l'entreprise de distribution de l'eau n'a jamais voulu respecter la clause : «Nous ne sommes pas l'APC !» Le plus cocasse est qu'il n'y a pas d'eau ! Et le pire est ce qui suit. Il y a quelques mois, un jeune de 14 ans a été enlevé. Il fut tué et jeté dans le château d'eau. J'avais pourtant alerté les responsables quant à la situation de ce réservoir totalement délabré, sans gardien et à la merci des voyous qui y nagent en été et des bergers qui y font boire leurs… troupeaux. Après le drame, il fut décidé de construire une clôture en béton et une loge pour le gardien. Sans nous demander l'autorisation, des ouvriers sont venus ravager notre champ d'orge et ont commencé à planter leurs poteaux et ceintures ! Les droits des citoyens, les droits de l'Homme en Algérie profonde, j'en connais un bout. Et pas par le reportage ou dans les éditos, mais en vivant simplement loin d'Alger et des circuits pistonnés !

Je n'ai pas d'eau alors que le château d'eau est sur mes terres. Passons ! Las de transporter les bouteilles de gaz butane (heureusement qu'elles sont disponibles ici grâce à l'usine de Naftal), j'ai décidé de m'équiper d'un réservoir de propane (la grosse bonbonne comme celle du Sirghaz dans les stations-service). J'eus une chance extraordinaire : il en restait un de 1 750 kilogrammes à Bounouara, près d'El-Khroubs. La consigne coûte 360 000 dinars mais ce sera remboursé le jour où le gaz naturel passera par là. Le hic, c'est que pour faire marcher cette bonbonne, il faut qu'une commission composée des représentants de l'APC, des pompiers, de l'énergie, de l'environnement, etc. – et probablement de l'ONU ! — se déplace sur le site. J'ai écrit, réécrit, posté des lettres recommandées avec accusés de réception. Il n'y a jamais eu de retour… Un ami a contacté la Protection civile qui dépêcha un sous-officier. Ce dernier me demanda de déplacer le réservoir par mesure de sécurité, d'installer une clôture, une douche d'eau froide sur la structure et un panneau avec la mention «Interdit de fumer». Je signalai à l'honorable représentant du corps des pompiers que cette grosse bonbonne était chez moi, à l'intérieur de mon habitation et qu'elle ne se trouvait pas dans un espace public. Il me répondit : «C'est le règlement !» Ce n'est pas bien grave : je vais mettre «interdit de fumer et de chiquer» ! On ne sait jamais. Quand, dans la précipitation, les télécoms ont décidé de prolonger la fibre optique vers un hameau – à Aïn Hdjar, pour les élections présidentielles, comme si on allait avoir les résultats à 20 heures ! —, un bulldozer défonça nos terres sans notre autorisation, nous n'avions pas à qui nous plaindre ! Il démolit un bout de bordure et une canalisation !

Je peux consacrer deux tomes aux problèmes d'un seul citoyen, un journaliste revenu d'Alger que les gens croient puissant pour intervenir auprès des autorités. Et d'abord, quelles autorités ? Quand on va jusqu'à maquiller le parcours emprunté par le président de la République ou le Premier ministre en visite officielle, on n'a rien d'une «autorité» ! On est un spécialiste des effets spéciaux et du «hef» !

M. F.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

La fille indigne !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam

Affaire des containers révélée par le ministre du Commerce Bakhti Bélaïb. L'importateur incriminé aurait quitté l'Algérie.

Par l'aéroport d'Oran ?

C'est le fille d'un haut dignitaire. D'un très haut dignitaire. Je n'ai pas mesuré la hauteur, mais on m'a assuré que c'est haut. Ses parents sont atterrés. Effondrés même. Ils se demandent quel genre de malédiction s'est abattu sur eux, à travers cet enfant. Qui leur a jeté ce mauvais sort terrible ? Pourquoi eux ? Il est vrai que généralement, pour ne pas dire à tous les coups, on se dit «ça n'arrive qu'aux autres». Et lorsque ça vous tombe dessus, on est abasourdi. Les parents de cette fille le sont, abasourdis. Et je reste mesuré en écrivant «abasourdis». En vérité, si la terre pouvait s'ouvrir, ils auraient plongé dedans afin d'y engloutir leur honte. Oui, je sais, pour les besoins de l'histoire, j'ai traduit littéralement une expression du terroir. Je fais avec les moyens du bord pour vous convaincre. Donc, je reprends : les parents ont tellement honte qu'ils n'osent plus se montrer ensemble aux festivités, aux réceptions et autres manifestations officielles. Car ils voient bien qu'ils sont devenus la risée de toute la coterie qui compte dans le pays. Et les coteries qui comptent, ça ne compte pas que pour du beurre. A plusieurs reprises, la mère a entendu des commères parler dans son dos, sur son passage, lors de dîners pompeux et pompants, entre la poire et le fromage importés : «C'est elle dont l'enfant a un doctorat en physique et bosse dans un centre de recherche. La fille a ses yeux fourrés toute la journée dans les optiques d'un microscope. A-t-on idée de gâcher ainsi sa vie ?» Les parents portent très mal ces stigmates infamantes. Et le papa a beau être un haut, très haut dignitaire, ça ne protège pas totalement sa famille des quolibets et des sarcasmes. C'est connu, ceux de la haute ont la dent très dure envers les gens de leur clan qui ont raté «l'éducation» de leur progéniture. Un rejeton chercheur, physicien, bossant dans un labo sur les effets d'une molécule, c'est comme un mauvais tatouage, une trace honteuse indélébile. Et le soir, loin des regards inquisiteurs et surtout moqueurs, les infortunés parents se cachent, lumière éteinte, dans leur chambre à coucher pour pleurer sur ce sort qui leur a collé une gamine uniquement préoccupée par ses fioles et ses expériences. Des proches jurent qu'entre deux sanglots, la mère et le père fument du thé afin de rester éveillés à leur cauchemar qui continue.

H. L.